BULL'INFO

« Plus qu'une revue de presse!... »

de la Coalition solidarité santé

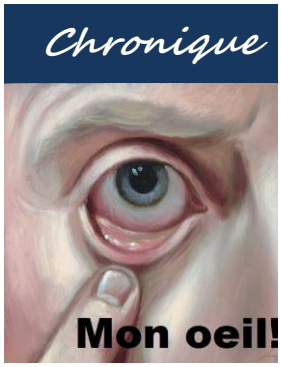
www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante https://twitter.com/cssante

Édition du 3 avril 2016

Abonnez-vous : **cliquez ici! (C'est gratuit!)**

« La politique n'est rien de plus que la médecine pratiquée en grand. » - Rudolf VIRCHOW

LES SEULS INVITÉS À L'ANNIVERSAIRE



Un an de fusions d'établissements. Une année de chambardement, d'affaiblissement de notre réseau public de soins de santé et de services sociaux. Vous croyez que ça se fête?...

Peu avant l'élection du gouvernement Couillard, la Coalition solidarité santé avait tenu une assemblée publique pour évaluer 10 ans d'existence des CSSS, avec des acteurs ou observateurs impliqués de près ou de loin dans ces premières fusions.

Rappelons qu'en 2004, le ministre de la Santé et des Services sociaux de l'époque, un certain Philippe Couillard, avait fusionné des CLSC, des CHSLD et des Hôpitaux pour former des CSSS. Selon M. Couillard, les fusions allaient *améliorer l'accès aux services*, *diminuer la bureaucratie* et *faire des économies*.

Si vous avez une impression de déjà vu, vous n'avez pas tort : ces objectifs sont les mêmes qui ont été invoqués par le ministre Barrette il y a un an pour procéder à ses fusions à plus large échelle encore.

Pour toutes les personnes présentes à notre assemblée, panélistes inclus, les fusions de 2004 n'avaient pas tenu leurs promesses.

Au contraire, elles avaient plutôt causé les problèmes suivants :

1) Augmentation du pouvoir des médecins au détriment de la première ligne

2) Perte de proximité des services

3) Peu (ou pas) d'intégration ni de continuité des services, approche populationnelle trop complexe

4) Coupures et réductions de services

5) Détérioration des services sociaux

6) Des structures trop grosses et ingérables

7) Recul de la démocratie

8) Impact négatif sur le personnel et les relations de travail

9) Une gestion inappropriée: la nouvelle gestion publique

10) Augmentation de la privatisation.

Ce dernier problème était le pire des résultats qu'on avait vu se développer avec les fusions.

Parce qu'on avait utilisé les ressources du public pour développer les services privés, contrairement à ce que disait le gouvernement libéral de l'époque (rappelez-vous son slogan : «le privé au service du public »).

On avait ainsi sous-traité des services d'entretien, de buanderie, d'alimentation, de fournitures médicales, des services à domicile, des chirurgies, et on avait utilisé des agences de personnel, des PPP pour des hôpitaux, dans l'hébergement, etc.

En dix ans, la sous-traitance, la privatisation, l'économie-socialisation, la communautarisation et les PPP avaient pris place et étaient mieux implantés partout dans notre système public de santé et de services sociaux.

Et en 10 ans, les budgets de la santé avaient doublé.

Qu'en est-il après un an de réforme Barrette?

Ne prenons que quelques éléments.

Les ententes signées par le ministre avec les médecins, de même que les lois votées nous montrent que le pouvoir des médecins au détriment de la première ligne continue d'augmenter: frais accessoires consentis et légalisés, GMF sous leur contrôle, à qui le réseau public fournira gratuitement du personnel professionnel (d'abord des travailleuses et travailleurs sociaux, puis suivront assurément d'autres corps professionnels). On n'aura toujours pas de première ligne multidisciplinaire, mais des cliniques privées où le personnel payé par le réseau public sera sous l'autorité des médecins. Ces GMF, que le ministre annonce plus performants que les CLSC, mais dont la grande majorité n'a pas à respecter, selon leurs contrats, les heures d'ouverture annoncées en grande pompe, recevront des argents pour se convertir en supercliniques. La rémunération à l'acte des médecins est maintenue, et leur sera assurée par la fixation de quotas.

Les coupures et réductions de services sont monnaie courante dans toutes les régions du Québec, mais elles se font sous le vocable d'*harmonisation.* La régionalisation entraîne une *harmonisation* des soins et services, qui se traduit par une diminution puisque la mesure qui sert d'étalon pour harmoniser est toujours la plus petite (le moins d'heures de services, par ex.). « L'argument de l'équité revient systématiquement, quand les citoyens voient leurs services réduits. », écrit Patrick Lagacé.

Et on ne parle pas ici des coupures dans les menus des CHSLD, dans l'aide à domicile, ou de l'augmentation des listes d'attente.

La détérioration des services sociaux s'est exprimée par de nombreux reportages sur les fugues des ados et par le traitement réservé aux dossiers des jeunes dans les centres jeunesse.

Le personnel est de plus en plus perdu dans ces immenses structures, qui sont ingérables au point où même les cadres crient au secours.

La gestion inappropriée, appelée nouvelle gestion publique, en a pris pour son rhume dans un jugement rendu il y a quelques semaines. Mais ça n'empêche pas les administrations de continuer à appliquer des modes de gestion qui ne respectent même pas les codes de déontologie de leur personnel.

Au niveau démocratique, la révolte gronde chez les usagers des soins et services, alors que d'autres refusent l'abolition du Commissaire à la santé et au bien-être, la seule institution critique des politiques gouvernementales de santé.

Mais c'est l'augmentation de la privatisation qui rafle le gros lot. Parce que les réformes forcent la population à se tourner vers le privé pour obtenir les services dont elle a besoin et qu'elle n'obtient plus.

En commission parlementaire sur le projet de loi (PL) 10, le ministre disait qu'il n'y avait rien dans son PL pour la privatisation.

Pourtant, depuis quelques mois, les gens d'affaires, les chambres de commerce et les sous-ministres s'activent ensemble dans des colloques pour convaincre les gestionnaires du réseau de chercher les solutions du côté privé.

Des exemples?... Le *Colloque santé au pluriel* du 4 février dernier, le débat public deux semaines plus tard sur les coopératives de santé et le système public, les petits-déjeuners-conférences du Conseil des entreprises en santé et mieux-être (CEPSEM), et le *Sommet sur la santé* organisé par *Les Affaires* les 14-15 juin prochains qui s'adresse aux gestionnaires des CISSS et des entreprises privées.

Il n'y avait peut-être rien dans le PL du ministre pour la privatisation, mais à voir ces gens-là s'activer partout sur le terrain et à tous les niveaux, il n'y avait sûrement rien contre non plus!

Ce sont eux, les vrais gagnants de la réforme Barrette.

Ce sont eux, les seuls invités à ce premier anniversaire.

Jacques Benoit,
Coordonnateur.

****

LE MINISTRE BARRETTE A ABOLI
LE COMMISSAIRE À LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE!

MAIS **NOUS**, IL NE NOUS ABOLIRA PAS!
SIGNONS LA LETTRE D'APPUI!...
http://remedeauxcoupures.cssante.com/formulaire/

ASSURANCE MÉDICAMENTS 100% PUBLIQUE
LE REMÈDE AUX COUPURES
ÇA EXISTE!

NOTE :
La Banque mondiale est une organisation dont les actionnaires sont ses 188 pays membres, représentés en général par les ministres des Finances ou du Développement. En 1997, la Banque mondiale publiait un rapport sur le développement dans le monde intitulé "*L'État dans un monde en mutation*". Ce rapport rendait compte des transformations de l'État dans ses pays membres, des transformations qui allaient dans le sens d'ouvrir au marché les services publics, de libéraliser les marchés publics.

Le rapport faisait état des moyens utilisés pour ouvrir les services publics au marché. On peut regrouper ces moyens sous 6 stratégies: LE DÉFAUT DE RESSOURCES, LA DÉCENTRALISATION-RÉGIONALISATION, LA DÉRÈGLEMENTATION, LA TARIFICATION, LA COMMUNAUTARISATION ET LA PRIVATISATION.

L'action du gouvernement Couillard se rattache aussi à ces 6 stratégies. Le classement de la revue de presse qui suit veut rendre compte de cette réalité.

DÉFAUT (MANQUE) DE RESSOURCES :

PRÉLÈVEMENT D'ORGANES: DES INTERVENANTS DU MILIEU LANCENT UN CRI D'ALERTE - Le Centre de prélèvement d'organes de l'hôpital du Sacré-Cœur, une entité unique au Canada qui a réalisé 39 % de tous les prélèvements d'organes de la province depuis deux ans, pourrait perdre son statut. Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) de même que la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) étudient actuellement la pertinence de la survie de ce centre…

LE MYTHE DE NOTRE GROSSE SANTÉ PUBLIQUE DÉMOLI PAR LES FAITS - Basons-nous sur des faits et non sur des préjugés. Oh que non, pour établir les «vrais faits réels» de notre système de santé publique, que certains qualifient de vache sacrée, je ne prendrai pas les données issues des syndicats (infirmiers/ères et médecins) et non plus les chiffres du patronat et de ses organismes de recherche qu'il finance (par exemple C.D. Howe Institute, Conference Board, Fraser Institute ou encore l'Institut du Québec installé aux Hautes Études Commerciales (HEC)). Ce dernier Institut est dirigé par le libéral Robert Gagné et par l'ex-ministre des finances, Raymond Bachand, devenu lobbyiste et administrateur de banque…

Budget fédéral :

L'ASSOCIATION CANADIENNE DES CENTRES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE SALUE LA TENEUR DU BUDGET FÉDÉRAL ET PROPOSE QUELQUES RECOMMANDATIONS - L'Association canadienne des centres de santé communautaire (ACCSC) accueille favorablement le budget fédéral présenté cette semaine, qu'elle perçoit comme un pas dans la bonne direction quant à l'amélioration de la santé, du bien-être et de la prospérité des résidents du Canada…

LE GOUVERNEMENT TRUDEAU EST-IL PRÉOCCUPÉ PAR L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES CANADIENS ? - Éclipsé par les attentats de Bruxelles et le décès de l'ex-maire de Toronto Rob Ford survenus le même jour, le premier budget Morneau, dévoilé le 22 mars dernier, ne mérite pas moins qu'on s'y attarde. Voilà un document qui nous permet d'avoir une meilleure idée de ce qui attend le pays sous la gouverne des Libéraux. Mon attention s'est portée sur le chapitre 8, intitulé « Un régime fiscal équitable et un secteur financier vigoureux », où il est question de « renforcer le secteur financier pour soutenir la croissance économique ». Le gouvernement souhaite entre autres renforcer la résilience du secteur financier, mieux protéger les consommateurs et les consommatrices et contenir les risques qui pèsent sur le système financier. Pour ce faire, il entend notamment « Analyser le secteur du logement et l'endettement des ménages »…

DÉCENTRALISATION/RÉGIONALISATION :

PROJET OPTILAB: DES MILLIONS DE DOLLARS POUR METTRE À NIVEAU LE LABO DE CHARLES-LEMOYNE - Dans le cadre d'Optilab, cette vaste réorganisation québécoise des laboratoires de biologie médicale, l'Hôpital Charles-LeMoyne analysera les prélèvements et spécimens provenant des huit centres hospitaliers de la Montérégie. Des travaux de quelques millions de dollars sont requis pour permettre à l'établissement de santé, situé à Longueuil, d'accueillir l'ensemble de ces analyses…

Loi 10 modifiant le système de Santé et de Services Sociaux (et ses effets)

PL 10 : UN BIEN TRISTE ANNIVERSAIRE - UN AN DE FUSIONS, POUR PLUS DE PRIVATISATION - Pour la Coalition solidarité santé, la population du Québec n'a aucune raison de fêter en ce vendredi 1er avril, jour marquant le premier anniversaire de l'entrée en vigueur de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux, notamment par l'abolition des agences régionales.

CRI DU COEUR D'UNE INFIRMIÈRE QUI PART À LA RETRAITE - Une infirmière de Trois-Rivières, qui vient de prendre sa retraite, se vide le cœur sur les réseaux sociaux et lance un appel à la solidarité…

PLUS DE POSTES DE CADRE ABOLIS - L'objectif du ministre de la Santé, Gaétan Barrette, de réduire considérablement le nombre de cadres dans le réseau au Québec implique des coûts importants cette année, notamment au Saguenay-Lac-Saint-Jean, où on est parvenu à supprimer encore plus de postes de direction que prévu…

CINQ ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ CHANGERONT DE NOM - Douze installations du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre (CISSSMC), changeront de nom au cours des prochains mois dans la foulée de la réorganisation des services de santé…

L'INSTITUT NAZARETH ET LOUIS-BRAILLE POURRAIT ÊTRE RENOMMÉ - Lors de la dernière assemblée du conseil d'administration du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie-Centre, les membres ont approuvé une demande de modification de permis permettant d'harmoniser le nom de onze établissements de la Rive-Sud. Toutefois, une demande de dérogation a aussi été entérinée pour permettre de conserver le nom de l'Institut Nazareth et Louis-Braille (INLB), une institution qui jouit d'une réputation internationale…

SANTÉ : «UN FLEUVE NOUS SÉPARE» - Un an après l'abolition du Centre de santé et de services sociaux (CSSS), au profit d'une mégastructure basée à Trois-Rivières, «il est plus évident que jamais qu'un fleuve nous sépare», au sens propre comme au sens figuré…

LA PRISE DE MÉDICAMENTS EN HAUSSE CHEZ LES TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ: LA RÉFORME BARRETTE MONTRÉE DU DOIGT PAR LA CSN - La prise de médicaments a grimpé de près de 30% chez les travailleurs du réseau de la santé dans la dernière année, conséquence directe de la détresse et de l'épuisement engendrés par la réforme Barrette, affirme la CSN…

FUSIONS DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ : DES CADRES À BOUT DE SOUFFLE EN ESTRIE - Les Centres intégrés de Santé et de Services sociaux (CIUSSS) célèbreront bientôt leur premier anniversaire. Mais cette réforme ne s'est pas faite sans casser des oeufs : abolition des agences de santé régionales, suppression de postes de cadres, alourdissement des tâches. L'épuisement guette plusieurs employés cadres, selon leur association…

L'INQUIÉTUDE TOUJOURS AU RENDEZ-VOUS POUR LES SYNDICATS - Pendant que des employés continuent de décrier les conséquences de la création d'une seule structure pour gérer tout le réseau de la santé de l'Outaouais,

leur grand patron, Jean Hébert, envisage des relations de travail plus harmonieuses lorsque le nombre d'unités syndicales sera réduit…

CENTRALISATION DE LA PAIE: UNE CINQUANTAINE D'EMPLOYÉS RAPATRIÉS À LONGUEUIL - Alors que certains devront rouler sur près de 80 km pour se rendre à leur nouveau lieu de travail, une cinquantaine d'employés seront touchés par la restructuration des services de paie pour les Centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie…

DÉRÈGLEMENTATION :

POURQUOI TAIRE LA VOIX DES CITOYENS, M. BARRETTE? - Dans son budget 2016, le gouvernement Couillard abolit le Commissaire à la santé et au bien-être, un organisme créé en 2008 - à l'initiative même du ministre de la Santé de l'époque, Philippe Couillard! Il décapite en même temps, sans débat public, en catimini, une expérience de participation citoyenne exceptionnelle, qui fait l'envie des autres provinces canadiennes : le Forum de consultation…

Lobbyisme, collusion,… :

NORMANDEAU, HAMAD, ET QUOI D'AUTRE ENCORE? - La saga du trafic d'influence liée au financement du Parti libéral du Québec est repartie de plus belle avec les révélations de l'émission Enquête sur le ministre Sam Hamad. Les courriels de Marc-Yvan Côté faisant état de ses discussions avec «notre ami» sont dévastateurs pour le ministre et pour le gouvernement. Dans ce contexte, les contributions de Côté et de Premier Tech à la caisse électorale de M. Hamad donnent vraiment l'impression qu'il y a eu trafic d'influence…

Je me souviens…

LE FILS DE CHAREST AU CABINET DE HAMAD - Le fils de Jean Charest fait son entrée en politique. Antoine Dionne-Charest travaille comme conseiller politique au cabinet du ministre du Travail, Sam Hamad.

PPP :

POURSUITE DE 330 M$ CONTRE LE CUSM ET QUÉBEC: LES DÉPASSEMENTS DES COÛTS DEVANT LES TRIBUNAUX - La société montréalaise SNC-Lavalin et la firme britannique InnisFree intenteront aujourd'hui en Cour supérieure une poursuite de 330 M$ contre le gouvernement du Québec et le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) de Montréal, a appris notre Bureau d'enquête…

TARIFICATION :

«ON NOUS PREND POUR DES INNOCENTS!» - Le conseil d'administration du Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches (CISSS-CA) a finalement décidé, le mercredi 23 mars dernier, d'étaler sur trois ans la hausse des frais de stationnement, prévue à compter du 1er avril, pour l'ensemble de son territoire…

LES MÉDECINS DE THETFORD RÉCLAMENT DE L'OUVERTURE ET DE LA COLLABORATION - Au nom de 40 médecins omnipraticiens et médecins spécialistes travaillant au Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches (CISSS-CA), secteur Thetford Mines, nous déplorons la profonde rupture du conseil d'administration et de la direction générale avec l'ensemble des intervenants qui y travaillent, les usagers et les élus de la région…

HAUSSE SALÉE DES IMPÔTS, TAXES, DROITS, PERMIS… - Depuis l'arrivée au pouvoir de Philippe Couillard, en avril 2014, le gouvernement du Québec vient chercher dans nos poches beaucoup plus de taxes, d'impôts et de revenus de droits, de permis, etc…

QUÉBEC DOIT OFFRIR UN TAUX DE 6 % POUR LES PARENTS INCAPABLES DE PAYER LE CPE, DIT L'ACEF - L'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) du Nord de Montréal appelle les familles à y penser deux fois avant de contracter un prêt auprès d'une caisse Desjardins pour encaisser le choc fiscal lié à la modulation des tarifs de garde…

PRIVATISATION :

DEUX FOIS MOINS DE TRAVAILLEURS SOCIAUX EN CLSC - La réforme des services de première ligne du ministre de la Santé Gaétan Barrette commence à se faire sentir dans la région de Québec où 46 % des travailleurs sociaux des CLSC se préparent à être transférés dans les groupes de médecine familiale (GMF)…

QUI GAGNE À DÉTRUIRE LES CLSC? - Coup de théâtre à Québec, le ministre de la Santé Gaétan Barrette a trouvé l'endroit où il allait subtiliser le personnel en santé qu'il avait promis à ses amis médecins des Groupes de médecine familiale (GMF)! Dans les CLSC!...

LE RÉCIFS S'OPPOSE AU TRANSFERT DES TRAVAILLEURS SOCIAUX EN GMF - « Rien ne justifie le transfert des intervenants sociaux de première ligne des CLSC vers les Groupes de Médecine Familiale (GMF) sinon la volonté bien arrêtée du ministre de la santé Gaétan Barrette de favoriser la médecine privée, déclare la présidente du RÉCIFS, Marjolaine Goudreau. Nos intervenants sociaux qui travaillent dans le réseau, dans le communautaire ou dans les milieux d'enseignement sont tous contre cette décision qui va encore alourdir le temps d'attente pour les citoyens qui veulent des services dans leur communauté. »…

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX INQUIETS - Les travailleurs sociaux demandent de rencontrer le ministre de la Santé, Gaétan Barrette. Leur ordre professionnel s'inquiète du déplacement de certains de ses membres des CLSC vers les Groupes de médecine de famille (GMF)…

LA FIN DES CLSC ? - La décision du Dr Barrette de transférer les ressources des CLSC aux médecins pratiquant en cabinet privé illustre une piètre connaissance de cette ressource…

LE POINT DE VUE D'UN MÉDECIN SUR UNE MORT ANNONCÉE - En 1982, j'ai décidé de faire ma résidence en médecine familiale en CLSC. Je n'avais pas la fibre hospitalière bien que j'y aurais sans doute excellé même comme spécialiste. J'étais attiré par une médecine axée sur la santé, la prévention, le travail d'équipe, près des gens, sans avoir à me soucier des frais de pratique, de la gestion du personnel. Sans doute qu'un stage lors de mon externat à la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles m'avait « contaminé »…

PLACE AU «PHILANTHROCAPITALISME» - Le journaliste Mathieu-Robert Sauvé nous présentait récemment les recherches de Christian Jetté et ses collègues sur la place des fondations au Québec (« Les fondations versent 1,5 milliard annuellement aux organismes du Québec », Le Devoir, le 5 mars). Si les recherches sont moins nombreuses que dans les pays anglo-saxons, quelques écrits existent déjà et traitent des enjeux de cette présence philanthropique en sol québécois…

GARDERIES: INQUIÉTANT VIRAGE - Depuis sept ans, le gouvernement du Québec cherche à détourner les jeunes familles des garderies éducatives à tarif réduit, comme les CPE, et à les pousser vers les garderies commerciales à plein tarif. Tout d'abord, en 2009, il a considérablement augmenté le crédit d'impôt accordé aux parents qui ont recours aux garderies commerciales. Puis, en avril 2015, il a décrété une augmentation modulée du tarif quotidien dans les garderies éducatives…

Supercliniques :

LE MINISTRE DE LA SANTÉ GAÉTAN BARRETTE PREND EN MAIN L'AVENIR DE CLOUTIER-DU RIVAGE - Radio-Canada a appris que le Dr Pierre Martin a rencontré le ministre de la Santé Gaétan Barrette en compagnie du député de Champlain Pierre-Michel Auger pour faire avancer le projet de clinique réseau dans les locaux du Centre Cloutier-du Rivage, à Trois-Rivières. La rencontre a eu lieu à la mi-mars…

DISCUSSIONS EN COURS POUR L'AVENIR DU CENTRE CLOUTIER-DU RIVAGE- L'avenir du centre Cloutier-du Rivage pourrait se préciser prochainement. Une rencontre a eu lieu à la mi-mars entre le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, et le Dr Pierre Martin, président de l'Association des médecins omnipraticiens de la Mauricie…

Discours dominant : les vraies affaires…

DESJARDINS: GUY CORMIER A ÉTÉ ÉLU POUR SUCCÉDER À MONIQUE LEROUX - Guy Cormier a été élu samedi pour succéder à Monique Leroux à la tête du Mouvement Desjardins…

Résistance et riposte :

LE PIRE PREMIER MINISTRE ? - Philippe Couillard est un individu estimable. Cultivé, intelligent, affable, il mène les débats politiques d'un ton posé, choisissant les mots justes. Il demeure clair, respectueux et rassure comme un bon père de famille. Il faut cependant séparer l'individu de sa fonction. Et en tant que chef de gouvernement à mi-mandat, peut-être pourrait-on avancer, avec prudence, qu'il est notre pire premier ministre depuis Maurice Duplessis…

MADAME LA MINISTRE PHILPOTT - Il y a douze ans, aujourd'hui, les premiers ministres du Canada signaient l'Accord sur la santé et réaffirmaient ainsi leur engagement continu envers la Loi canadienne sur la santé et ses principes et conditions, notamment gestion publique, intégralité, accessibilité, transférabilité, universalité, et envers la prestation de ces soins sans ticket modérateur ou surfacturation. Les premiers ministres ont consenti à lier les dollars fédéraux aux normes nationales qui diminuent les temps d'attente. Le gouvernement fédéral a consenti une indexation de 6 % des transferts pour la durée de l'accord, et les conversations pour créer un régime public d'assurance-médicaments ont commencé…

L'ÉTAT DANS LEQUEL NOUS SOMMES - J'ai grandi dans le doux crépuscule de la Révolution tranquille, le Québec orange et bleu des mouvements sociaux et de la télévision éducative, du PQ social-démocrate et du PLQ des « valeurs libérales»…

COALITIONS, NOUVEAU PARTI ET LE PIÈGE DE LA FACILITÉ - Un discours très fort s'implante progressivement depuis la dernière élection: les libéraux auraient un mandat à vie. Pour faire mentir cette affirmation, deux options prennent forme…

LES FANTASMES - Sur papier, former une coalition qui permettrait de déloger les libéraux est une simple question d'addition. Dans la réalité des choses, cela relève plutôt du fantasme. Depuis des années, avancer l'hypothèse d'une alliance électorale entre le PQ et Québec solidaire, même limitée à quelques circonscriptions, suffit à provoquer un débat qui vire immanquablement à la foire d'empoigne, au grand désespoir de ceux qui n'arrivent pas à comprendre comment on peut aussi facilement perdre l'essentiel de vue…

LES SYNDICATS AMÉRICAINS RENFORCÉS PAR UNE DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME - Les huit juges de la Cour suprême des États-Unis ont rendu mardi une décision à quatre contre quatre sur le sujet des cotisations syndicales obligatoires, infligeant une défaite aux conservateurs qui tentaient de limiter grâce à ce dossier l'influence des syndicats…

Environnement :

TRANSCANADA TENTE DE STOPPER LA DEMANDE EN JUSTICE D'ÉCOLOGISTES - TransCanada tentera ce mercredi de faire rejeter la demande en justice lancée par des groupes écologistes pour forcer la pétrolière à respecter les lois environnementales du Québec. L'entreprise réclame aussi que ses frais de justice soient payés par les groupes.

LE CANADA A «BESOIN» DES EMPLOIS PÉTROLIERS, DIT LA MINISTRE MCKENNA: OTTAWA PROMET DE DÉCARBONISER L'ÉCONOMIE, MAIS CELA PRENDRA DU TEMPS - La ministre fédérale de l'Environnement, Catherine McKenna, ne voit pas d'incohérence entre la croissance de la production pétrolière canadienne et la volonté du gouvernement Trudeau de lutter contre les changements climatiques. Il faut décarboniser notre économie, a-t-elle plaidé mardi, mais cela prendra du temps…

LES POMPES À « ESSENCE » - « C'est épouvantable ! Elles sont carrément laides ! » Michel Dallaire n'en revient pas. Il a pris le temps de réfléchir à chaque détail du mobilier urbain du Quartier international. Il a harmonisé le design et les matériaux des lampadaires, des poubelles, des bancs et même des supports à vélos. Il a gagné pas moins de 17 prix pour cet aménagement urbain exceptionnel…

ET SI HYDRO-QUÉBEC ENCOURAGEAIT LES BATTERIES RÉSIDENTIELLES ? - La gestion de l'énergie électrique et surtout sa disponibilité sont les points majeurs de la profitabilité d'Hydro-Québec. Tous les clients s'attendent à avoir de l'électricité en tout temps, que ce soit en heure de pointe ou au moment des grands froids. Pour ce faire, Hydro-Québec n'a d'autre choix que d'avoir des installations de production électrique qui produisent au niveau maximal nécessaire pendant ces périodes critiques. C'est le modèle que l'on a présentement et qui fait en sorte que l'on doit installer de nouveaux barrages et de nouvelles centrales à prix fort…

FRACTURATION HYDRAULIQUE ET SÉISMES: 7 MILLIONS DE PERSONNES MENACÉES AUX É-U. - Environ sept millions de personnes vivent dans des régions du centre et de l'est des États-Unis où la fracturation hydraulique peut causer des secousses sismiques risquant d'endommager les constructions, selon un rapport de l'Institut américain de géophysique publié lundi…

Organisation des soins et services :

MOURIR DANS L'INDIGNITÉ - Durant la dernière année de sa vie, Louise Laplante était prisonnière de son corps : confinée à un fauteuil motorisé, incontinente, incapable de faire quoi que ce soit elle-même. La sclérose en plaques est une salope…

MOURIR DANS L'INDIGNITÉ, BIS - Hier, je vous racontais que Louise Laplante, prisonnière de son corps parce que la sclérose en plaques est une salope, voulait mourir…

Services sociaux :

SIGNALEMENTS AUX CENTRES JEUNESSE: DES DÉLAIS INACCEPTABLES, SELON LE SYNDICAT - Les nombreuses coupes budgétaires subies par les Centres jeunesse au cours des dernières années ont entraîné des délais jugés inacceptables dans le traitement des signalements en Mauricie et au Centre-du-Québec. C'est du moins ce que dénoncent le Syndicat des employés du Centre jeunesse de la région et la CSN…

DÉNONCIATION DES DÉLAIS DE TRAITEMENT À LA DPJ - Le Syndicat du personnel du Centre jeunesse de l'Estrie affilié à la CSN dénonce les délais de traitement de signalement…

DES JEUNES LAISSÉS DANS DES MILIEUX HOSTILES - Dans les 16 centres jeunesse du Québec, alors que le délai entre un signalement et le premier contact avec un jeune ne devrait pas dépasser 8 jours, il est de 27 jours en Mauricie-Centre-du-Québec et de plus de 50 dans certaines régions, notamment en Estrie…

PROBLÈMES DE DÉLAIS DANS LES CENTRES JEUNESSE - Les centres jeunesse du Québec dénoncent les délais auxquels font face leurs employés pour étudier les plaintes. Les retards dépassent les normes ministérielles, une conséquence des compressions budgétaires, disent-ils…

DÉLAIS «INACCEPTABLES» DANS LES CENTRES JEUNESSE - Les délais moyens entre les signalements à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) et la prise en charge des enfants sont inacceptables, selon les syndicats des centres jeunesse affiliés à la CSN, qui ont dévoilé des chiffres du ministère de la Santé à ce sujet mercredi…

DÉLAIS DE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS DANS LES CENTRES JEUNESSE : 39 JOURS D'ATTENTE POUR LES CAS JUGÉS NON-URGENTS - C'est au tour du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) de dénoncer les délais de traitement des signalements dans les centres jeunesse…

TRAITEMENT DES CAS À LA DPJ: LES DÉLAIS NE SONT PAS EXAGÉRÉS, ASSURE LA DIRECTION - Il y a certainement des aspects du travail de terrain à améliorer, mais les délais de traitement des cas signalés aux Centres jeunesse ne sont pas exagérés…

UN GENRE DE RÉSURRECTION - Julie Carrier m'a écrit une belle lettre à la main, deux pages et demie sur des feuilles lignées, ça m'a rappelé l'école…

Communautaire :

LES CUISINES COLLECTIVES À BOUT DE SOUFFLE - Avec la hausse du prix des aliments, les listes d'attente pour les cuisines collectives s'allongent. Les organismes manquent de ressources : leur regroupement s'est rendu à l'Assemblée nationale jeudi pour offrir un pot de soupe sèche à chacun des députés afin de les sensibiliser aux besoins grandissants des cuisines collectives…

Hébergement :

DES AÎNÉS TENUS D'ACHETER DES REPAS QU'ILS N'AIMENT PAS - Portions trop petites, légumes congelés, sel et sucre en trop grande quantité : les repas servis à la salle à manger de la Résidence du Domaine des Méandres, à Québec, sont de piètre qualité, selon un groupe de résidents. Le problème est qu'en vertu de leur bail, ils sont tenus d'acheter un minimum de huit repas par mois…

AU MINISTRE DE LA SANTÉ D'AGIR - Plusieurs d'entre vous qui me suivez régulièrement savez que je tente depuis plusieurs années de sensibiliser les différents ministres de la Santé ainsi que la population en général au sort peu enviable réservé aux personnes vivant en CHSLD…

Personnes âgées :

LES PENSIONS FÉDÉRALES EXPLOSENT: ENTRE 2015 ET 2020, LE COÛT DES PRESTATIONS AUGMENTERA DE 30 % POUR ATTEINDRE 60,1 MILLIARDS $ - Le poids des pensions fédérales pèsera de plus en plus sur les finances publiques, alors que le coût des prestations fera un bond de 15 milliards $ en cinq ans…

Médicaments :

VERS LA FIN DES ORDONNANCES MANUSCRITES? - Depuis la semaine dernière, les médecins de l'État de New York ne peuvent plus prescrire de médicaments que par voie électronique, sauf exception. Chez nous, médecins et pharmaciens sont nombreux à réclamer le même virage, pour la sécurité des patients…

UNE TRIBU AMAZONIENNE CRÉE UNE ENCYCLOPÉDIE DE MÉDECINE TRADITIONNELLE - Une tribu amazonienne, les Matsés, créent une encyclopédie de médecine traditionnelle de 500 pages, basée sur les connaissances des chamans. L'objectif est de préserver les savoirs ancestraux des communautés amazoniennes…

Fiscalité, évitement / évasion fiscale, paradis fiscaux :

COMMENT RÉDUIRE VOS FRAIS DE GARDE - Bien des parents d'enfant inscrit en service de garde subventionné risquent de tomber des nues devant leur prochaine déclaration de revenus du Québec. Ils auront sous leur nez le montant de leur contribution additionnelle, un frais modulé selon le revenu net familial qui s'ajoute au tarif journalier actuel de 7,55 $ par enfant (7,30 $ en 2015) depuis le 22 avril 2015.

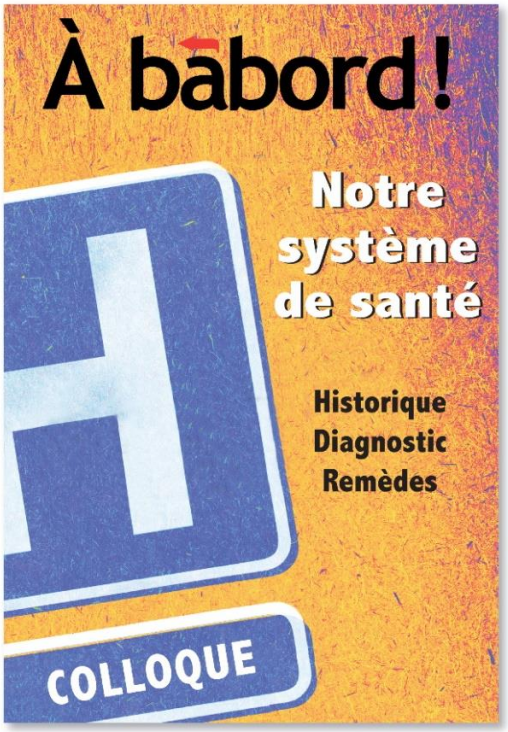
COLOCATAIRES ASOCIAUX - Les multinationales qui évitent l'impôt sont comme des colocs asociaux. Ils terminent tes cornflakes avec plaisir, mais quand vient l'heure de payer le loyer, ils vivent soi-disant au Luxembourg…

ISRAËL LIMITE LE SALAIRE DES BANQUIERS - Le Parlement israélien a adopté dans la nuit de lundi à mardi une loi limitant les salaires des patrons de banques à 862 000?$CAN par an et décrite en Israël comme l'une des plus restrictives des pays ayant un système bancaire libre…

Aussi :

- **RIOCM : LES ANNONCES DE LA SEMAINE DU 31 MARS**
- **Articles de l'IRIS pour la semaine se terminant le 04/01/2016**
- **LA FORCE DES SAGES (AVRIL), bulletin de l'AQDR**
- **BULLETIN DE LA TABLE - LE MEMO - DU 30 MARS 2016**

4è Colloque de la revue
À bâbord !
NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ:
HISTORIQUE, DIAGNOSTIC, REMÈDES



16 avril 2016 de 9h15 à 17h00
UQAM, Pavillon Athanase-David, Local D-R200

UN SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ: NOTRE MEILLEURE ASSURANCE!

Vous voulez lutter contre la privatisation de notre système public de santé?
Soutenez financièrement la Coalition solidarité santé.
Envoyez votre contribution à Coalition Solidarité Santé,
1601 De Lorimier, boîte postale 45, Montréal, Qc, H2K 4M5
(Téléphone : 514-442-0577).
Tout montant est bienvenu.

Nous n'émettons pas de reçus de charité, mais de solidarité!

Merci d'avance!...

http://www.cssante.com/sites/www.cssante.com/files/arretez.png

DR BARRETTE, DRCOUILLARD,

ARRÊTEZ!